

Une géographe de retour d'Israël et de Palestine

Céline Séguin

Anne Latendresse fait partie des «nouvelles têtes» au Département de géographie. Sous son apparence jeune et frêle, la professeure n'en est pas moins déterminée. À preuve, elle vient tout juste de rentrer au bercail après un séjour en Palestine et en Israël, un des endroits les plus chauds de la planète. Qu'allait-elle faire dans cette galère? Tout simplement, mettre à jour ses données sur la situation à Jérusalem-Est (en vue de la publication d'un ouvrage) et identifier des pistes pour un projet de recherche portant sur les enjeux territoriaux du conflit israélo-palestinien. En dépit des barrages militaires, l'intrépide chercheuse s'est rendue à Jérusalem, à Ramallah, à Bethléem et à Nazareth. Ne dit-on pas *publish or perish* ?

Jérusalem : un enjeu majeur

C'est dans le cadre de son doctorat en études urbaines que Mme Latendresse s'est intéressée à la question palestinienne et en particulier aux changements survenus à Jérusalem-Est depuis son annexion par Israël en 1967. «À partir de ce moment, les acteurs israéliens, soit les gouvernements central et local, ainsi que certains groupes de la société civile, ont mis en branle ce que j'appelle une véritable entreprise d'israélisation de la ville afin de l'incorporer définitivement à l'État. C'est ce processus de déstructuration-restructuration de Jérusalem-Est, ainsi que le rôle des Palestiniens dans cette dynamique, qui ont fait l'objet de mon étude.» Selon la chercheuse, ce pro-



Photo : Michel Giroux

Mme Anne Latendresse, professeure au Département de géographie.

cessus a consisté à imposer une hégémonie politique et idéologique, à créer une majorité démographique juive, et à transformer le territoire et l'économie de la ville en fonction des besoins et des intérêts de l'État israélien.

«Par les modifications apportées aux limites de la ville et l'installation de colonies de peuplement aux quatre points cardinaux, Jérusalem-Est a été incorporée géographiquement à l'État d'Israël. Puis, les expropriations, la construction d'unités de logements dans les colonies, l'aménagement de nouvelles routes et, depuis 1993, la

fermeture de la ville aux Palestiniens non résidents, ont permis de densifier la population juive et de contenir l'expansion des quartiers palestiniens.» Autant de transformations, dit-elle, qui visaient à resserrer l'étau sur la présence palestinienne dans la ville et à contrer toute tentative de revenir aux anciennes frontières.

Dans le cadre de ses travaux, Mme Latendresse s'est aussi penchée sur les actions mises de l'avant par les acteurs palestiniens pour protéger le territoire et l'identité de la ville. «Sur le plan politique et idéologique, ça s'est exprimé par le refus de reconnaître la souveraineté israélienne sur Jérusalem-Est, le boycottage des élections municipales et l'absence de coopération formelle avec la municipalité israélienne». La mise sur pied de journaux et la présence d'organisations, à vocation culturelle ou éducative, auraient aussi contribué à défendre la culture arabe et à affirmer le sentiment d'appartenance à l'identité palestinienne.

De nouveaux développements

Si la géographe est retournée sur le terrain, c'est que depuis le dépôt de sa thèse — qu'elle envisage publier une fois les données mises à jour — plusieurs événements majeurs se sont dé-

roulés sur la scène locale. «Par exemple, les autorités israéliennes ont fermé diverses institutions palestiniennes à Jérusalem-Est, dont la Maison d'Orient. J'ai recueilli des données qui montrent que le projet d'israélisation de la ville se poursuit toujours.» Parallèlement, elle a constaté que les actions collectives palestiniennes visant à protéger le territoire continuent d'avoir cours. De nouvelles initiatives, issues de la société civile, ont aussi vu le jour. «La Société d'études arabes vient de mettre sur pied un projet qui vise à tracer un portrait de Jérusalem-Est dans divers secteurs — santé, éducation, culture, économie — en vue d'élaborer un plan de développement local.

À l'issue de rencontres avec des professeurs du département de géographie de l'Université Birzeit (Cisjordanie), des chercheurs de Shaml (ONG palestinienne) et des collègues israéliens, la professeure a pu identifier des pistes pour une nouvelle recherche. «Des possibilités se dessinent avec des chercheurs du Applied Research Institute-Jerusalem pour un projet visant à développer des indicateurs socio-économiques permettant de mesurer et d'interpréter, de façon fiable, le développement et la gestion des ressources environne-

mentales dans les territoires palestiniens occupés par Israël.» L'Institut, qui vient de publier le premier atlas de la Palestine, a aussi sollicité son expertise pour assurer de la formation.

Un dialogue fragile

Lors de son passage à Nazareth, Mme Latendresse a participé à un séminaire de deux jours qui rassemblait des Palestiniens vivant en Israël et des Israéliens pour échanger sur les questions d'identité, de nationalité et de citoyenneté en Israël. «J'ai eu la chance de rencontrer des gens qui tentent d'établir des ponts avec la communauté arabe. Actuellement, près de 300 réservistes et officiers israéliens (ceux qu'on appelle les *refuseniks*) ont manifesté leur refus d'aller dans les territoires occupés. Dans le mouvement anti-mondialisation, on retrouve des jeunes israéliens très critiques à l'égard de la politique suivie par Sharon. Celle-ci, d'ailleurs, s'avère un véritable échec, tant sur le plan de la sécurité que de l'économie. Violence exacerbée, PNB négatif, taux de chômage dépassant 10 %, baisse draconienne du tourisme. À la lumière de tels résultats, plusieurs commencent à dire : ça suffit!»

Enfin, Mme Latendresse a été à même de constater les difficiles conditions dans lesquelles les chercheurs palestiniens sont appelés à travailler. «Mes collègues de l'Université Birzeit ont vécu, au cours de la dernière session, trois fermetures de l'université parce que l'armée israélienne avait imposé un barrage militaire interdisant la circulation entre la ville de Ramallah et la zone dans laquelle se trouve le principal campus.» Dans ce contexte, les travaux sont très souvent interrompus et les collaborations de recherche entre Israéliens et Palestiniens deviennent pratiquement impossibles. «Certains y parviennent encore, tel ce planificateur israélien que j'ai rencontré et qui travaille avec une équipe palestinienne sur des dossiers liés à Jérusalem. Mais les tensions actuelles font en sorte que ce type de coopération relève presque du miracle!», de conclure la jeune chercheuse.



Photo : Anne Latendresse

Colonie de peuplement dans la région métropolitaine de Jérusalem.

L'UQAM, le 25 mars 2002